



Syndicat National de l'Environnement



MEDEDE - METL

Flash Info

INFORMATION RAPIDE AUX PERSONNELS MEDDE - MDTL

5 OCTOBRE 2012

CLIMAT SOCIAL AU MEDDE

Conférence environnementale

La transition écologique, une priorité ?

Les élections sont passées et l'été aussi. A l'occasion de la rentrée politique et sociale, et dans l'attente d'orientations concrètes, faisons le point.

POUR MEMOIRE :

Un nouveau ministère essoré durant 5 ans par le gouvernement Sarkozy

- La constitution d'un ministère omnipotent (mais il manque encore l'agriculture) ; mais est-il plus efficace ?
- Le bouleversement de l'échelon départemental des services de l'Etat avec des répercussions dans la gestion des agents et des services ;
- Une haute administration renouvelée avec des hauts fonctionnaires nommés par le gouvernement Fillon (Secrétaire Général et directions d'administration, directeurs d'Etablissements Publics) ;

FONCTIONNEMENT INTERNE AU MEDDE ET DIALOGUE SOCIAL : on ne veut voir qu'une seule tête !

- Une raréfaction du dialogue social et une diminution de sa qualité ;
- Chantiers RGPP et objectif de non remplacement de 1 départ en retraite sur 2 appliqué sans discernement par le Secrétaire Général du ministère, aux services comme aux Etablissements Publics ;
- Un mépris affiché pour les agents de catégorie C de statut équipement et une non reconnaissance des métiers et des corps de l'environnement.

POLITIQUE ENVIRONNEMENTALE

- Une grande opération de communication en début de mandat : le Grenelle de l'environnement, suivie de 2 lois approuvées par une large majorité ;
- Une érosion constante du discours et des actions (ex. : sabordage du marché photovoltaïque, abandon de la taxe carbone) et des déclarations présidentielles de fin de mandat qui enterrent définitivement toute ambition environnementale du gouvernement, avec disparition concomitante d'un ministre de plein exercice ;
- Des pertes de savoir-faire : les économies passent avant le maintien des compétences, mutualisation (chantiers 148 & 154 RGPP) ;
- Une dilution des enjeux environnementaux et de ses services dédiés dans une grande structure, dont le nom a varié, mais qui commence toujours par « ministère de l'écologie, du développement durable, ... »
- Aucun plan de formation pour offrir aux agents des services de l'Etat une évolution de carrière vers des métiers « environnement et développement durable ».

Mai 2012 : Changement de majorité présidentielle – Ayrault I

Ministère Nicole BRICQ qui présente des références en matière d'environnement (fiscalité écologique), devient notre Ministre !

Conclusions du SNE-FSU à l'entrevue avec le cabinet du 05 juin :

« *Une première rencontre placée sous le signe de l'écoute. Cette prise de contact avec le Cabinet de Mme la ministre a été l'occasion pour le SNE-FSU de revenir sur les 5 ans passés, de porter son analyse de la situation du MEDDE au regard de ses missions, et de développer sa vision de la construction du service public de l'environnement.*

Incontestablement, le ton a changé.

L'ensemble des sujets abordés a donné lieu à plus de 3 heures de discussion sans tabou et nous laisse le sentiment d'une réelle prise de conscience de l'ampleur du désarroi des personnels suite à 5 ans de réorganisation incessante et non concertée, et du chemin à parcourir pour que notre ministère puisse jouer son rôle de ministère en charge de l'Ecologie et du Développement Durable.

La volonté de construire l'avenir avec les personnels, et donc la nécessité d'un dialogue social de qualité à tous les niveaux a été plusieurs fois affirmée. »

Juin 2012 : changement de majorité parlementaire – Ayrault II

Delphine BATHO remplace Nicole BRICQ

- **Une ministre avec des références sécuritaires** mais aucune compétence environnementale reconnue ;
- **Une lettre de cadrage budgétaire correspondant à un ministère non prioritaire :**
 - Réduction d'effectifs de 2,5% par an sur l'ensemble des actions non prioritaires de l'Etat, (équité, efficacité & besoins des services)
 - Réduction des budgets (personnels, fonctionnement, interventions) de 7% (2013) et 4% en 2014 et 2015 à répartir au plus juste entre opérateurs et administration
- **L'annonce par le Premier Ministre d'une réforme de l'Etat** « conduite, sur des bases nouvelles associant les agents publics et leurs représentants et tournant résolument le dos à la méthode de la RGPP », parallèlement au « nouvel acte de décentralisation ».

Fonctionnement interne au MEDDE et dialogue social :

- **Ministre et Cabinet muets ;**
- **Lettre de cadrage appliquée par une haute administration** installée sous la présidence précédente et... toujours en place ;

- **Des directeurs d'Établissement Public** (ADEME, ONEMA, RM&C, Parcs nationaux, ...) qui dérapent et n'en font qu'à leur tête, avec une augmentation forte et généralisée des situations de Risque Psycho Social.

Politique environnementale

- **Préparation de la conférence environnementale**: un partage des rôles significatif entre les ministres. D. Batho et A. Montebourg président la table-ronde « énergie », la table-ronde biodiversité par C. Duflot (égalité des territoires et logement) avec S. Le Foll (agriculture) et V. Lurel (outre-mer) ; la table-ronde santé-environnement par M. Touraine (aff. Sociales) avec G. Fioraso (recherche) ; la table-ronde fiscalité par un Ministre du pôle Bercy ; la table-ronde gouvernance par M. Sapin (travail) avec M. Lebranchu (fonction publique) et F. Cu villier (transports ?).

Aucune ligne directrice annoncée. La conférence environnementale est censée ouvrir des chantiers thématiques fondamentaux comme la biodiversité et la transition énergétique... Par ailleurs que réservera aux services et établissements publics de l'Etat la nouvelle étape de décentralisation ?

- **Signaux négatifs du gouvernement et de la ministre** : des déclarations qui sèment le trouble : nucléaire, gaz de schiste, ...



Le service public,
on l'aime, on le défend



LE SNE-FSU REVENDIQUE :

- la mise en place de politiques à la hauteur des enjeux environnementaux et de territoire
- le développement de services et d'établissements publics aptes à porter ces politiques au plus près des citoyens
- un dialogue social rétabli et renforcé